

Paris, le 3 décembre 2014

COMMUNIQUÉ

Finances des villes de France : les vraies difficultés arrivent

Villes de France vient de publier - « **Finances des villes de France** » * - le document annuel de l'Observatoire des finances et de la fiscalité réalisé en partenariat avec Caisse d'épargne, outil de pilotage financier destiné plus spécifiquement aux élus et aux techniciens en charge des finances. (*Ouvrage réservé aux adhérents*)

- pratiquement toutes les villes sont concernées par l'**effet de ciseaux** (les recettes de fonctionnement évoluent de +1,2%, tandis que les dépenses de fonctionnement progressent de +1,9%). Il en résulte une **baisse marquée de -4,1% de l'épargne brute en 2013** ;
- avec cette nouvelle contraction de l'épargne, pour couvrir leurs investissements, **les villes de France se sont endettées de manière modérée**, mais ont surtout **utilisé de façon massive leur trésorerie** ;
- les villes de France ont poursuivi leurs efforts d'investissement dans la tradition des fins de cycles électoraux (dépenses d'investissement hors dette progressent de +6,3% en 2013). Sur le mandat 2008-2013, les villes de France auront augmenté leur niveau d'investissement de 19% par rapport au précédent mandat ;
- la capacité de désendettement de ces villes se dégrade sensiblement (de 6 ans et 7 mois en 2012, à 7 ans en 2013), tandis que **l'encours de dette est dans sa globalité de moins en moins risqué** : 82% d'emprunts simples, c'est-à-dire emprunts à taux fixe ou variable, basés sur des indices de la zone Euro ; à l'opposé, les emprunts hors charte Gissler totalisent près de 5% de l'encours de dette des villes, et touchent une ville de France sur trois.

À la fin 2013, la solvabilité des villes de France reste globalement satisfaisante, mais des **dizaines de villes se situent déjà en situation d'insécurité budgétaire**, c'est-à-dire ont une capacité de désendettement supérieure à 10 ans et / ou un taux d'épargne brute inférieur à 10%.

À politiques publiques locales inchangées, à l'horizon 2017, le taux d'épargne brute des villes de France, le plus faible du bloc local, évoluerait de 12% à 6% sous l'effet de la réduction uniforme des dotations, et la situation des villes de France serait pratiquement aussi mauvaise que celle des départements. A l'issue d'un sondage mené par Villes de France auprès de ses adhérents, quatre villes de France sur cinq déclarent s'être engagées sur le gel de la pression fiscale pour ce mandat municipal : une promesse quasi-intenable si l'ensemble de ces villes veulent réellement continuer à investir.

* : sur la base d'un échantillon de 160 villes

Contact médias : Echos de villes : Sophie Prévost – tél. : 01 42 21 12 18

Villes de France

Présidée par Caroline Cayeux, sénateur-maire de Beauvais, Villes de France, association d'élus pluraliste, (forte de 25 ans d'action, sous son ancienne dénomination de Fédération des villes moyennes) représente et accompagne les villes et agglomérations de taille infra métropolitaine du territoire national, dont elles forment l'armature urbaine. Elle regroupe ainsi près de la moitié de la population française.

Villes de France porte l'identité de ces territoires et défend leurs intérêts dans les débats de l'aménagement du territoire. Villes de France informe ses adhérents, réalise les études dont ils ont besoin, organise les événements qui les font connaître, valorise les positions communes sur les sujets majeurs pour la « qualité de ville » : gestion locale, développement économique et attractivité, innovation et enseignement supérieur, commerces et services publics, développement durable et qualité environnementale...

Contacts

Nicole Gibourdel, Déléguée générale
Armand Pinoteau, Conseiller
armand.pinoteau@villesdefrance.fr

Villes de France

94 rue de Sèvres
75007 Paris – France
Tél. : +33 1 45 44 99 61
www.villesdefrance.fr